

OPINION

Le fédéralisme à quatre est-il d'avant-garde ?

WILLEM SAS Professeur d'économie publique à l'université de Stirling en Écosse et affilié à la KULouvain

22 février 2022

Traduction libre de l'article publié par De Tijd avec DeepL.com

Ceux qui veulent une Belgique plus efficace et moins complexe doivent oser poser les bonnes questions. Le rôle de Bruxelles et la relation des Flamands et des Wallons avec leur capitale sont cruciaux à cet égard.

Pour ceux qui trouvent la structure de l'État belge trop complexe et inefficace, les dernières semaines ont été encourageantes. Les préparatifs de la grande enquête auprès des citoyens ont démarré sur les chapeaux de roue et une étude récente a calculé différents scénarios pour une Belgique plus efficace. Pour la première fois dans notre histoire, la réforme de l'État fait l'objet d'une véritable réflexion, sans aucun tabou. Pour la première fois, donc, les vraies questions font surface, des questions auxquelles seuls les citoyens peuvent répondre.

Cette réflexion est nécessaire, car en Belgique, nous excellons dans la complexité pour des raisons historiques. Contrairement à d'autres fédérations où des États définis dirigent les affaires à côté d'un gouvernement fédéral, en Belgique, nous avons deux types de gouvernement régional. Les Régions avec les compétences sur le terrain (comme le marché du travail, le transport et la mobilité) et les Communautés avec les compétences sur le terrain (comme l'éducation, le bien-être et la culture). À Bruxelles, les deux se chevauchent, de sorte que quatre autorités sont actives : la fédérale, la régionale, la locale et les Communautés via les commissions communautaires flamande (VGC) et française (COCOF).

Une structure moins complexe comme en Suisse ou en Allemagne présente déjà un avantage majeur : la transparence. L'électeur a plus de chances de savoir qui mène la barque, et les politiciens ont moins de chances de s'en tirer en prétextant que le pouvoir est ailleurs. Moins de postes, plus de poids. Des chercheurs des universités de Bruxelles, Namur et Liège ont étudié une telle voie, le "fédéralisme à quatre". Dans un premier scénario, les communautés seraient complètement absorbées par les régions, ne laissant qu'une région flamande, wallonne, bruxelloise et germanophone. C'est une première, qui soulève également des questions.

Un caractère capital

L'étude montre que les deux collectivités dépensent actuellement plus d'argent dans la capitale que ce qui est prévu dans les subventions qui les financent. La nature métropolitaine de Bruxelles est l'explication logique. L'éducation coûte plus cher par étudiant, car la diversité s'accompagne de plus de défis, et comme Bruxelles a une

population relativement jeune, il y a aussi un effet de volume. Les institutions culturelles sont également généreusement financées, précisément parce qu'elles servent des amateurs plus nombreux que les seuls Bruxellois. Le déficit que la sous-région bruxelloise reprendrait s'élève donc à 1,1 milliard d'euros en 2025, réparti à parts égales entre les écoles ou institutions flamandes et francophones.

En soi, ce déficit n'est pas inattendu, et il confirme les calculs antérieurs que nous avons effectués pour la plate-forme de réflexion "Repenser la Belgique". Il ne signifie pas non plus qu'une formule à quatre sous-arrondissements soit exclue. Par exemple, l'étude calcule un deuxième scénario dans lequel le FCC et la COCOF continuent d'exister et peuvent être directement financés et organisés à partir des nouvelles sous-régions de Flandre et de Wallonie. Le lien avec la Flandre et la Wallonie ne serait donc pas complètement rompu dans ce scénario.

Trop petit

Un résultat plus frappant est que Bruxelles comblerait largement le déficit de 1,1 milliard d'euros si son financement (impôt régional et subventions) était basé sur le principe du lieu de travail plutôt que sur celui de la résidence. Les navetteurs flamands et wallons qui travaillent à Bruxelles paieraient alors des impôts dans la capitale.

Cela prouve une fois de plus que la région de Bruxelles est trop petite et qu'elle est enfermée dans son propre arrière-pays économique. Dans une réalité alternative dans laquelle la sous-région bruxelloise coïncide avec l'ancienne province du Brabant, davantage de dépenses seraient également engagées dans le centre (l'actuelle région bruxelloise) et une plus grande partie des recettes serait perçue sur la base de la résidence dans l'arrière-pays (l'actuel Brabant flamand et wallon). Le déficit de 1,1 milliard d'euros est donc le revers de la création de richesse de Bruxelles, qui ne revient pas par ses recettes régionales, mais reste dans les Régions flamande et wallonne.

Ce déséquilibre est moins prononcé autour d'autres métropoles telles que Paris, Berlin ou Vienne, car ces sous-régions sont suffisamment grandes. Une sous-région du Brabant, par exemple, aurait immédiatement les proportions de l'Île-de-France et deviendrait l'une des régions les plus riches d'Europe. Les problèmes transfrontaliers de mobilité ou d'activation (remplir les postes vacants flamands par des Bruxellois multilingues) seraient enfin abordés.

Les questions clés, auxquelles il faut répondre dans une enquête auprès des citoyens, sont alors évidentes. Si nous ne voulons pas nous défaire des liens avec Bruxelles, si nous respectons le caractère unique de Bruxelles, mais si nous ne voulons pas non plus d'une expansion de l'actuelle Région de Bruxelles, pouvons-nous rester aveugles au manque de financement et de coopération ? Voulons-nous un enseignement bruxellois (multilingue) à long terme ? Qui le financera et l'organisera ? Renforçons-nous la communauté métropolitaine autour de Bruxelles pour promouvoir la coopération ? Faisons-nous du niveau fédéral un arbitre pour les compétences transfrontalières ? En bref, pouvons-nous sortir des sentiers battus sans déplacer les frontières régionales ?